

L'ONA face au curage des regards, avaloirs et aux fuites d'eau

Avec l'entrée, de plain-pied, en période hivernale, se caractérisant par de fortes précipitations, outre le grand froid, l'Office national d'assainissement de la wilaya de Relizane poursuit l'exécution du programme qu'elle a mis au point et qui consiste en le curage des regards et des avaloirs ainsi qu'à la résorption et réparation des fuites d'eau ; et ce à travers nombre de cotés et de localités de la wilaya.

D'ailleurs, inscrivant leur action dans les orientations

et instructions émanant du ministère de tutelle dont le premier responsable , lors de la dernière visite avait indiqué que son département avait recensé, jusqu'à fin juillet 2016 dernier, sur l'ensemble du réseau national de l'alimentation en eau potable, 340.000 points où l'eau fuitait, mettant ce phénomène sur le compte de la vétusté des réseaux mais aussi sur la négligence et le manque d'entretien, privant ainsi le consommateur d'une bonne partie des res-

sources en eau, en sus du fait que cela coûte énormément au Trésor public. Afin de juguler cette « hémorragie », l'ONA met, ces dernières semaines, les bouchées double, mobilisant et renforçant ses équipes d'intervention sur le réseau de l'assainissement et d'évacuation des eaux usées, ce qui ne manquera pas de diminuer de l'impact d'éventuelles inondations des voies de circulation qui ne manquent pas, à chaque fois, de causer des désagré-

ments aux automobilistes mais aussi aux piétons. D'autre part, des équipes chargées de s'attaquer aux fuites d'eau, relevées, un peu partout, à différents endroits, non pas en en colmatant les brèches, mais en veillant à procéder à de véritables réparations, surtout que le phénomène occasionne des pertes conséquentes en termes de production et de couverture des besoins pour la consommation.

A.L.

SALON INTERNATIONAL DES ÉQUIPEMENTS, DES TECHNOLOGIES, DES SERVICES DE L'EAU ET DE L'ENVIRONNEMENT

Abdelkader Ouali plaide pour la production nationale

LE 13^e SALON INTERNATIONAL DES ÉQUIPEMENTS, des technologies, des services de l'eau et de l'environnement SIEE-Pollutec 2017 a ouvert ses portes, hier, au Palais des expositions de la Safex avec la participation d'une trentaine de sociétés algériennes et étrangères.



Photo : Larbi L

Le salon professionnel, qui se tient du 13 au 16 février, a été inauguré par le ministre des Ressources en eau et de l'Environnement, Abdelkader Ouali, en présence du wali d'Alger. 213 exposants venus de 17 pays y prennent part. Ce sont des producteurs, des distributeurs d'équipements et des prestataires de services dans les domaines du traitement de l'eau, notamment les eaux usées, de la pollution industrielle, de la distribution de l'eau et de l'analyse et du contrôle de la qualité de l'eau. Outre l'Algérie, on note une forte participation de la France dont le pavillon est représenté par Business France avec le slogan «Créative France». Aux côtés de nombreux pays (Allemagne, Autriche, Chine, Danemark, Espagne, Inde, Italie, Suisse, Tunisie, Turquie), la Hongrie participe pour la première. Deux sociétés de l'association hongroise de traitement des eaux (MaVIZ) et Hidrokomplex occupent un stand. Les sociétés algériennes représentent 59% des exposants. Cela traduit la variété d'une offre locale attractive confortée par la participation de nombreuses entreprises. Le Salon accueille aussi des rencontres autour de thématiques comme la protection de la ressource hydrique, le traitement des déchets avec l'intervention du centre universitaire de Tipasa, l'ONAS et la Seaal. Le Salon accueille un plateau TV qui diffuse des émissions en direct et en différé. Après avoir fait le tour de nombreux stands, Ouali a rencontré de nombreux responsables, dont Abdelkader

Matmat, directeur du groupe «K-Plast». Walid Hanifi, directeur de la sarl «Green Sky Environnement», a présenté les activités liées à l'économie verte. Yahia Ouahabi, gérant de la société «Constel Constructions», a évoqué les nouvelles technologies pour la réalisation de stations d'épuration des eaux usées. Le ministre a insisté sur le travail collaboratif et participatif et exhorté les responsables du secteur à travailler avec d'autres départements mais aussi les associations, les collectivités locales et l'école. Karim Ouamane, directeur général de l'Agence nationale des déchets, a souligné l'importance d'accompagner les collectivités locales en matière de généralisation du tri sélectif. «On vient d'être instruit de nous rendre dans toutes les wilayas pour les accompagner dans la mise en place d'une stratégie en la matière», nous a-t-il confié. Le ministre estime que le Salon «est une occasion pour évaluer le niveau de développement de la production nationale dans le domaine».

«Nous ne pouvons pas encourager l'économie nationale si nous continuons à importer des équipements que nous pouvons fabriquer en grandes qualités», a-t-il clamé. Interrogé sur la réception prochaine de nouveaux barrages à Tébessa, M'sila, Beni Slimane et Laghouat, Ouali a annoncé que le barrage qui entrera en service cette année est celui de Mellague (wilaya de Tébessa). La manifestation devrait permettre aux opérateurs nationaux de découvrir les dernières innovations dans un domaine stratégique.

■ Samira Sidhoum

SIDI-BEL-ABBÈS **60 ha supplémentaires** **pour la nouvelle zone** **industrielle**

M^{me} Kebir, directrice régionale de l'Agence nationale de l'intermédiation et de la régulation foncière, était, dans la matinée d'hier, en mission à Sidi-Bel-Abbès pour donner le coup d'envoi des travaux du projet d'aménagement de la nouvelle zone industrielle qui s'est vu attribuer encore 60 hectares de terrains alors qu'auparavant elle s'étendait sur 494 ha.

Pour l'aménagement de cette extension, l'Etat a dégagé une enveloppe de 102 milliards de centimes pour les travaux qui s'étaleront sur les 16 prochains mois. Selon nos sources, cette nouvelle zone disposera du réseau AEP, du réseau d'assainissement, de l'éclairage, du téléphone fixe, d'un système anti-incendie, du gardiennage et d'une sécurité plus renforcée. Son aménagement devra répondre aux normes internationales pour faire d'elle une zone de dernière génération, et ce, dans le but de dynamiser le secteur économique dans la région, d'attirer plus d'investisseurs et de créer de l'emploi et des richesses.

A. M.

Fonds national de l'eau

Les financements définis par un arrêté interministériel

Les recettes et les dépenses du Fonds national de l'eau ont été définies par un arrêté interministériel signé conjointement par les ministres, respectivement, des Finances et des Ressources en eau et de l'environnement, et publié au journal officiel N°6. Les dépenses devant être prises en charge par ce compte d'affectation spéciale sont liées aux systèmes de mobilisation et de transfert, d'alimentation en eau potable, d'assainissement et d'hydraulique agricole et aux investissements d'aménagement ainsi que l'acquisition d'équipements, résultant d'incidents techniques majeurs ou de déficits en eau imprévisibles, indique ce texte. Cependant, les organismes et les établissements publics bénéficiaires de ces opérations doivent souscrire à un cahier des charges établi avec l'administration de tutelle, faisant ressortir avec précision les actions éligibles au financement de ce fonds ainsi que les modalités de contrôle afférentes à l'exécution des dépenses publiques. Le Fonds national de l'eau est également chargé de financer les contributions au titre des investissements d'extension, de renouvellement et d'équipement, ainsi que les dotations au profit de l'autorité de régulation des services publics de l'eau. Ses dépenses portent aussi sur les actions d'incitation à l'économie de

l'eau domestique, industrielle et agricole ainsi que la préservation de sa qualité. Quant aux recettes de ce Fonds, elles proviennent du produit des redevances dues par les services, organismes et établissements publics de l'Etat et des collectivités territoriales chargés de l'alimentation en eau potable et industrielle, au titre de la concession de la gestion des installations publiques de production, de transport et de distribution de l'eau potable. Il est également financé par des dons et legs, ainsi que par le produit de la redevance due en raison de l'usage, à titre onéreux du domaine public hydraulique, pour les eaux minérales et les eaux de source. Ses autres recettes proviennent de la quote-part du produit de la redevance due à l'usage à titre onéreux du domaine public hydraulique, par le prélèvement d'eau pour son usage industriel et touristique et de service. Il s'agit aussi de la quote-part du produit de la redevance due en raison de l'usage à titre onéreux du domaine public hydraulique par le prélèvement d'eau pour son injection dans les puits pétroliers ou pour d'autres usages dans le domaine des hydrocarbures. Il est aussi précisé que le Fonds national de l'eau est financé par le produit des redevances, respectivement, pour l'économie de l'eau et de la protection de la qualité de l'eau.

Programme d'un million d'hectares de terres irriguées

146.000 ha déjà livrés

Environ 146.000 hectares (ha) de terres agricoles ont été équipées de systèmes d'irrigation dans le cadre du programme d'un (01) million (ha) de terres irriguées supplémentaires à l'horizon 2019, soit 15% seulement de l'objectif tracé, selon les chiffres présentés lors d'une réunion de concertation entre les secteurs chargés des ressources en eau et de l'agriculture. Exactement 146.438 ha ont été livrés entre 2013 et fin 2016 dont 66.938 ha réalisés par le ministère des Ressources en Eau et 79.500 ha par le ministère de l'Agriculture, d'après un bilan présenté lors de cette rencontre présidée par le ministre des Ressources en Eau et de l'Environnement, Abdelkader Ouali, et le ministre de l'Agriculture, du Développement Rural et de la Pêche, Abdes-selam Chelghoum. Cette réunion, tenue en présence des cadres des deux secteurs, a eu pour but d'évaluer le programme commun "hydro-agricole" qui prévoit notamment à augmenter d'un (01) million d'ha les superficies irriguées pour arriver à plus de deux millions de terres irriguées à l'horizon 2019. Dans ce programme, le ministère des Ressource en Eau est chargé de réaliser 376.000 ha de terres irriguées contre 624.000 ha pour le secteur de l'agriculture. Avec ces 150.000 ha supplémentaires, la surface irriguée en Algérie s'élève actuellement à 1,286 millions d'ha qui nécessitent près de 6,6 milliards de mètres cubes (m3) d'eau annuellement. Par secteur, le ministère des Ressources en eau compte livrer près de 117.000 ha durant les trois prochaines



années pour arriver à 183.735 ha. Les 192.000 ha restants attendent toujours les financements. "Aujourd'hui, 41% du programme du secteur de l'hydraulique (376.000 ha, ndlr) est réalisé ou en cours de réalisation", a commenté M. Ouali qui a imputé le retard dans la réalisation du reste du programme au manque de financement. Pour le secteur de l'agriculture, ce dernier n'a pu livrer que 79.500 ha du total de son programme (624.000 ha) également à cause de problèmes de financement liés aux restrictions budgétaires. D'ailleurs, le ministère a tracé un programme pour l'aménagement des périmètres de concession de 283.000 ha mais n'a pas pu avoir les financements nécessaires pour entamer les travaux. "C'est un important programme qui nécessite des di-

zaines de milliards de dinars pour l'achever (...)", a souligné de son côté M. Chelghoum qui a appelé à la rationalisation des dépenses pour faire face à "cette tension budgétaire". Dans ce cadre, les deux ministres ont insisté sur l'impérative d'une concertation, coordination et d'une synergie entre les actions des deux départements pour mieux avancer dans ce programme qui demande une mobilisation des cadres des deux ministères pour le finaliser. "Il faut une synergie entre les directeurs des deux secteurs pour atteindre l'objectif tracé. Les choses ne peuvent plus continuer comme ça", a dit M. Ouali. "Un cadre de concertation permanent est nécessaire pour avancer ensemble. Il y a beaucoup de travail à faire", a estimé de son côté M. Chelghoum.

ABDELKADER OUALI LORS DE L'INAUGURATION DU SALON POLLUTEC : «Nous souhaitons produire localement 100%»

Par

Fatiha Ouidir

«**N**otre objectif est de fermer la porte à l'importation. Nous voulons arrêter le recours à la ressource en devises. Notre souhait est de produire localement les équipements relatifs aux ressources en eau afin de booster davantage notre économie nationale et de la diversifier par la suite», a déclaré, hier à Alger, le ministre des Ressources en eau et de l'Environnement, Abdelkader Ouali, lors de l'inauguration de la 13^e édition du Salon international des équipements, des technologies, des services de l'eau et de l'environnement, Pollutec. Visitant les différents stands du Salon, le ministre est revenu sur le tri sélectif à propos duquel il dira qu'il entre dans le cadre de l'implication des citoyens ainsi que des communes qui sont censées s'organiser davantage pour le réussir. Concernant les barrages d'eau qui seront réceptionnés au cours de cette année, M. Ouali fera savoir que cinq seront réceptionnés en 2017 dans cinq wilayas du pays, à savoir Tébessa, Tlemcen, Médéa, M'sila et Laghouat. Le premier barrage sera réceptionné dans la wilaya de Tébessa. Evoquant la préservation de la ressource hydrique, le ministre dira que son département «lutte contre les fuites d'eau quelle qu'en soit l'origine. Cela nécessite de mettre en place des moyens matériels et une ressource humaine qualifiée», dira-t-il. Il fera savoir que l'objectif de la diversification de notre économie nationale vise surtout l'édification d'un nouveau modèle économique basé sur l'encouragement de l'investissement dans les deux secteurs, public et privé, pour ainsi diversifier l'investissement en dehors du pétrole et ne pas compter uniquement sur les ressources



Photo : DR

financières provenant de la rente pétrolière. «Nous souhaitons produire localement 100% pour réduire la facture d'importation», a-t-il affirmé. Le ministre insistera en visitant les stands du Salon sur la nécessité de fabriquer et produire les équipements des stations d'épuration dont son secteur a besoin en Algérie. Il mettra également l'accent sur la formation du personnel fabriquant ces équipements. «Le meilleur lien c'est la ressource humaine qualifiée», affirmera-t-il à l'adresse d'une société étrangère participante à cet événement.

Il est à noter que ce Salon se tiendra jusqu'au 16 février prochain au Palais des expositions aux Pins maritimes, dans le pavillon central de la Société algérienne des foires et exportations (Safex). Pas moins de 213 exposants et 16 pays étrangers (Allemagne, Autriche, Belgique, Chine, Danemark, Espagne, France, Hongrie, Inde, Italie, Luxembourg, Suisse, Tunisie et Turquie) participent à cet impor-

tant événement, qui a été marqué cette année par l'élargissement de ses offres avec les nouveaux équipements, produits et services pour la protection de l'environnement. Elargissement illustrant l'intérêt croissant que l'Etat accorde à la préservation des ressources naturelles du pays et par conséquent aux entreprises développant des politiques intégrant la dimension environnementale et travaillant à réduire l'empreinte carbone de leur activités industrielles, en respect de la réglementation qui encourage les entités économiques à respecter l'environnement et favorise une implication des opérateurs économiques dans la réduction de la pollution. Cette 13^e édition a vu la participation des organismes sous tutelle du ministère des Ressources en eau et de l'Environnement montrant l'intérêt de l'Etat pour ce secteur en pleine expansion. Une trentaine de sociétés algériennes et internationales exposeront les technologies services et équipements

environnementaux de demain. Cette manifestation devrait permettre aux opérateurs nationaux de découvrir les dernières innovations dans le domaine de la production et la fabrication des équipements spécifiques au secteur. En outre, plusieurs événements et conférences de presse se tiendront en marge du Salon, en présence des exposants, afin d'offrir un contenu complet de qualité aux participants. A titre d'exemple, le sujet de la protection de la ressource hydrique a été discuté lors d'une demi-journée, hier après-midi, avec l'intervention du centre universitaire de Tipasa, l'ONA, et la Seaal. Le secteur des déchets fera quant à lui l'objet d'une demi-journée animée par l'Agence nationale des déchets (AND), et ce, pour aujourd'hui. Pour la première fois cette année le Salon accueillera un plateau télé diffusant en direct et en différé des émissions sur les thèmes de l'eau, des déchets et du mouvement associatif et citoyen.

F. O.



**Ministère des
Ressources en eau**

Le ministre des Ressources en eau et de l'Environnement, Abdelkader Ouali, effectuera aujourd'hui une visite de travail dans la wilaya de Tindouf.

اقتصاد الماء والبيئة ضمن تخصصات التكوين المهني

المهني يتباين حسب البلديات والمناطق وقال بأن من بين المراكز التي لا تعرف إقبالا عين جاسر وتكونت وأنشأت بأنه مصالحه تبحث في أسباب عدم الإقبال من أجل إيجاد الحلول البديلة لحث الشباب على التكوين للاستفادة من مهن وحرف. وكشف عن استحداث تخصص بمرکز التكوين بتكونت نزولا عند طلب الشباب ويتمثل في تخصص صقل الرخام والحجارة بالماء، موضحا بأن التخصص حاليا يقتصر على النظر في انتظار تدعيم المركز بالتجهيزات مؤكدا بأن التخصص يتمشى والشروط العلمية والصحية حتى يتفادي شباب المنطقة مهنة الموت التي ينتج عنها داء السليكوز.

بلسين/ع

8509 مقعد تحسبا لدخول المترشحين الجدد في التكوين المهني لدورة فيفري مشيرا لبلوغ عدد المسجلين قبل غلق باب التسجيلات إلى 3700 مسجل، وأوضح ذات المسؤول بأن مصالحه تسعى قبل الثامن عشر فيفري إلى تنظيم حملات تحسيسية وتوعوية لجلب الشباب قصد الاستفادة من تكوينات مهنية في تخصصات مختلفة وفي ذات السياق كشف عن تنظيم لقاءات مع جمعيات ومثلي المجتمع المدني بتكونت قصد إعلام شباب المنطقة بالتخصصات التي يمكنهم الالتحاق بها بالمركز الذي فتح أبوابه قبل سنتين. وأكد مدير التكوين المهني والتمهين بولاية باتنة بأن عزوف الالتحاق بمراكز التكوين

موضحا بأن التخصص إلى جانب تخصصات أخرى يتم فتحها بعد تنسيق مع إدارات ومؤسسات قصد تحديد الاحتياجات ما يضمن تنمية كبيرة توفير مناصب عمل للمتكوينين.

 التخصص الثاني الذي تم استحداثه هو تقني سامي في تسيير واسترجاع النفايات والذي بلغ عدد المسجلين فيه 47 في حين تم فتح 25 منصبا فقط وهنا أكد مدير التكوين بأن التسجيلات مفتوحة بغض النظر عن المناصب المحددة في التخصصات الجديدة، ويتمثل التخصص الثالث المستحدث من طرف مصالح التكوين المهني في مساعد الصحة الحيوانية. مدير قطاع التكوين المهني كشف عن توفير

كشف أمس، مدير قطاع التكوين المهني والتمهين لولاية باتنة عن فتح ثلاث تخصصات مهنية جديدة تحسبا للدورة الاستدراكية لشهر فيفري الجاري، وأقر ذات المسؤول خلال ندوة صحفية تنشطها بقرار المديرية عن تسجيل عدم إقبال على التسجيل من طرف الشباب مؤكدا اشتغال مصالحه على حملات تحسيسية وتوعوية بأهمية التكوين المهني قبل غلق أبواب التسجيلات.

 مسؤول قطاع التكوين المهني كشف عن استحداث تخصص تقني سامي في تسيير واقتصاد الماء بعد تنسيق مع مصالح الديوان الوطني للتطهير، وديوان تصفية الماء، والجزائرية للمياه وإدارة تسيير سد تيمقاد،

بعد تجديد عقدها لسنتين مع الموارد المائية سيال تحضر لمشروع المياه الغير المفوترة للحد من التسربات

الخدمة العمومية. هذا وستعمل المؤسسة أيضا على المساهمة في الحفاظ على المورد المائي من خلال تطبيق مشروع المياه الغير مفوترة والذي يعتبر مرسة استراتيجية حقيقية للحد من التسربات المائية التي تنتج عنها خسائر مادية وتجارية كبيرة يمكن أن يكون له تأثير مباشر وغير مباشر على نوعية الخدمة العمومية حيث سيشارك في لقاء غد 12 فرقة بحث لطرح نظرة شاملة حول طرق القضاء على إشكالية تسربات المياه وكذلك صيانة المنشأة الاستراتيجية لمياه التطهير وتأمين المخزون على المدى القريب، المتوسط والبعيد هذا وسيكون للصحة والأمن في العمل الذي يعتبر مسؤولية الجماعة لتحقيق التنمية المستدامة.

■ خديجة بلوزداد

■ أكد مدير شركة سيال للمياه جان مارك جام أنه تم تجديد عقد العمل مع الوزارة الوصية وذلك لمدة سنتين وفقا لتعليمات الوزير الأول المسؤول عن القطاع عبد القادر والي، مع تسطير برنامج عمل جديد على مستوى العاصمة وتيبازة.

ومن جهتها أكدت مديرة الاتصال لشركة سيال للمياه شافية عابد أن الشركة ومن خلال مشاركتها في الصالون جاءت بـ3 محاور رئيسية والمتمثلة في كيفية خلق شراكة مع المؤسسات المصنعة للعتاد لضمان استمرارية عمل الشركة والتي تهدف أساسا إلى الاستفادة من الممولين مع إرساء قواعد سياسة الشراء المسؤول باعتبار الممولين عامل أساسي في رفع الاقتصاد الوطني بالإضافة إلى عرض عتاد التغير والصيانة قصد تحسين

البويرة

مشاريع لإنهاء أزمة الماء بالعجبية

إنجاز خزان بسعة 3000 متر مكعب لتزويد القرى الواقعة شمال البلدية، على غرار قرى أهويلال، السماش، أركنون، بوعكاش، أزرو، الشريعة وأخرى، وهي القرى التي تعاني منذ سنوات من نقص فادح في التزود بهذه المادة الحيوية؛ حيث اشتكت العائلات من قلة المياه التي لا تصلها سوى مرة كل 15 يوما.

وقصد تجسيد مشروع ربط العجبية وقراها بالمياه قبل الصائفة القادمة، أعطى والي الولاية تعليمات صارمة لتسريع إجراءات بحث مشروع إنجاز محطة الضخ الذي يجري التحضير لإطلاقه، مع إصراره على متابعة المشروع إلى غاية استلامه من خلال تعليمات صارمة للمسؤولين المحليين، الذين طالبهم بالوقوف على سير الأشغال وحل ما يعترضها من مشاكل.

• ع. ف. الزهراء

أكد الوالي السيد مولود شريفي القضاء على مشكل المياه ببلدية العجبية؛ كإحدى بلديات شرق الولاية التي يُطرح بها مشكل التزود بماء الشرب بشكل حاد، وذلك قبل حلول الصائفة القادمة بعد تشديده على المقاولات المكلفة بالأشغال، على ضرورة احترام الأجال المحددة وتسريع الأشغال قدر المستطاع، وهذا خلال وقوفه على سير المشاريع التنموية ببلدية العجبية.

ويُنتظر أن تمس أشغال الربط بشبكة ماء الشرب ضمن برنامج التحويلات الكبرى لمياه سد تلسديت، بلدية العجبية ومختلف القرى والمداشر التابعة لها، بحيث استقادت البلدية من مشروع إنجاز خزان مائي بسعة 3000 متر مكعب لتزويد أزيد من 2000 عائلة بالبلدية مركز، وسكان 4 قرى بالجهة الجنوبية للبلدية، بالإضافة إلى مشروع مركز آخر، يتمثل في

حسب وزير الموارد المائية دخول 5 سدود حيز الخدمة خلال 2017

● صرح وزير الموارد المائية والبيئة عبد القادر والي بأن 5 سدود ستدخل حيز الخدمة خلال السنة الجارية 2017، منها سد تبسة ويني سليمان والأغواط والمسيل، فيما ذكر أن القضاء على الأكياس البلاستيكية يتطلب وقتا. وأوضح الوزير على هامش تدشينه المعرض الدولي للتجهيزات وتكنولوجيا وخدمات المياه والمحيط أن ثلاثة سدود من بين الخمسة المنتظر استلامها خلال الأشهر المقبلة أنجزتها شركة "كوسيدار"، فيما ذكر أن أول سد معني بالتسليم هو سد تبسة. وأضاف المصدر نفسه حول المعرض الذي ضم عارضين عموميين وخواص أنه من بين أهداف القطاع هو تقليص نسبة الاستيراد، وتشجيع الاستثمار الوطني الخاص أو العمومي. وحول الأكياس البلاستيكية قال والي إن القضاء عليها نهائيا تسبقه إجراءات وتقويم، قبل أن يضيف، "وأنا لا أملك خاتم سليمان" و"المواطن ينتظر أن تؤخذ مشاكله بعين الاعتبار في إطار استراتيجية ورؤية واضحة".

مصطفى بسطامي